

10^{ème}

Developpement au coeur du systeme multilateral de commerce deviant si possible encore plus essentielle.

Toutefois, depuis des années, en particulier depuis 2008, la définition de la mise œuvre de l'Agenda de Doha a vacillé et semble s'estomper. Le compromis atteint lors de la 9^{ème} Conférence à Bali était délicat. Il a traduit une volonté constructive des pays en développement et surtout un vœu de confiance qui n'était pourtant pas unanime dans le groupe. Le Programme de Travail pour la conclusion du cycle de Doha, pièce maitresse du contrat de Bali, reste inachevé, et la substance qui est sur la table pour être récoltée à Nairobi n'est pas de taille. Dans ces circonstances, réussir cette substance, sinon totalement au moins à un degré très élevé, et décider de repartir dans l'après-Nairobi vers la conclusion en bonne cadence du Programme de Travail de Doha, voilà ce qui, à notre avis, pourra définir le succès de la présente Conférence.

Nous sommes conscients des difficultés et oppositions qui menacent la volonté politique de certains. Elles doivent trouver des solutions et non pas offrir l'occasion facile pour justifier que Doha soit jetée par-dessus le bord, implicitement soit-il !

L'Afrique poursuit depuis trop longtemps sa quête du développement. Malgré le signal positif que représente la croissance économique dans le continent, l'Afrique sait qu'elle ne franchira pas un seuil crucial en l'absence de l'industrialisation que ses leaders ont décidé d'entreprendre. Dans ce sens quelques mesures indispensables de traitement spécial et différencié sont sur la table parmi d'importantes autres proposées par le G90. Les Africains misent sur leur acceptation par nos partenaires, comme une condition pour aider à enlever des obstacles à l'industrialisation du continent.

Nous ne saurions pas invoquer ici les discussions en cours sur la question du traitement à accorder aux EPV/SVEs. Cabo Verde, qui a fait partie jusqu'à

classement. La vérité et le mérite de la spécificité et les besoins particuliers des économies qui sont à la fois petites et vulnérable est ressentie avec parfaite

clarté par Cabo Verde. Il ne ferait a notre avis aucun sens de, sous une logique de « somme zéro », craindre l'assomption d'un appui spécifique aux SVEs, et vouloir garder ces pays